

Pendant les 10 années qui viennent nous avons la possibilité de réduire de moitié la pauvreté dans le monde. Ce seraient des milliards de personnes supplémentaires qui pourraient alors profiter des bienfaits de l'économie mondiale. Des dizaines de millions de vies humaines pourraient être sauvées. Des solutions pratiques existent. La structure politique est en place. Et pour la première fois, le coût d'une telle entreprise est tout à fait abordable. Quelles que soient les motivations qui peuvent pousser chacun à s'attaquer à ce problème – droits de l'homme, raisons de moralité, de sécurité, de prudence budgétaire, raisons idéologiques –, les solutions sont les mêmes. Ce qu'il faut c'est agir.

Ce rapport recommande la voie à suivre. Il montre comment atteindre cet objectif ambitieux mais réalisable. Il décrit comment atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Les objectifs du Millénaire pour le développement regroupent un ensemble de cibles quantifiées, assorties d'une date de réalisation, qui devraient permettre de résoudre les problèmes de l'extrême pauvreté dans toutes leurs dimensions – pauvreté de revenu, sous-alimentation, maladie, manque de logements corrects et exclusion sociale – tout en facilitant l'avènement de l'égalité des sexes et de la viabilité environnementale. Ils correspondent aussi à plusieurs droits de l'homme essentiels – le droit de chaque personne à la santé, l'éducation, le logement et la sécurité, comme le veut la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration du Millénaire.

Si les OMD sont réalisés en 2015, à quoi ressemblera le monde à cette date? Environ 500 millions d'hommes de plus seront sortis de l'extrême pauvreté. La faim sera épargnée à 300 millions de personnes supplémentaires. La santé des enfants connaîtra aussi des progrès spectaculaires. Trente millions d'enfants

Les OMD sont l'ensemble d'objectifs de réduction de la pauvreté qui réunissent l'adhésion la plus large, qui sont les plus complets et les plus spécifiques que le monde ait établis jusqu'à présent

seront épargnés, plutôt que de mourir avant leur cinquième anniversaire. La vie de plus de 2 millions de mères sera également sauvée.

Il y a plus. Réaliser les OMD apporterait l'eau potable à 350 millions de personnes supplémentaires, 650 millions d'hommes de plus profiteront de moyens d'assainissement de base, leur permettant de mener une vie plus saine et plus digne. Des centaines de millions de femmes et de filles iront à l'école, auront accès aux possibilités économiques et politiques qui se présenteront et vivront dans une plus grande sécurité. Mais derrière ces chiffres élevés, il y a la vie et les espoirs de millions de gens qui verront enfin s'alléger le fardeau de l'extrême pauvreté et pourront enfin contribuer à la croissance économique et au renouvellement.

De nombreux pays sont sur la bonne voie pour atteindre au moins certains des objectifs à la date fixée de 2015. Au contraire, de vastes régions s'en écartent considérablement (tableau 1). L'Afrique subsaharienne, dont la situation est la plus dramatique, se trouve en effet aux prises avec le cercle vicieux du sida, de la recrudescence du paludisme, de la baisse de la production vivrière par habitant, de la dégradation des conditions de logement et de l'environnement, de sorte que la plupart des pays de cette région sont très éloignés d'atteindre la plupart ou la totalité des objectifs. Le changement climatique pourrait contribuer à détériorer la situation, en augmentant l'insécurité alimentaire, en propageant les maladies à vecteur et en augmentant la probabilité des catastrophes naturelles; une diminution des précipitations a déjà causé des dégâts considérables dans certaines parties de l'Afrique. Mais ce sont la plupart des pays du monde qui sont loin d'atteindre certains des objectifs, par exemple réduire le taux de mortalité maternelle et inverser la tendance à la déperdition des ressources environnementales. L'objectif de parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire – pour lequel la date retenue est 2005 – ne sera atteint que par de rares pays.

Les objectifs du Millénaire pour le développement sont trop importants pour qu'on renonce à les réaliser. Il est temps d'accélérer leur réalisation avec l'attention qu'ils nécessitent et qu'ils méritent. En 2005 devrait commencer une décennie de grandes ambitions. Sur la base des travaux déjà réalisés par plus de 250 praticiens importants du développement au cours des deux dernières années, dans le cadre du Projet Objectifs du Millénaire organisé par les Nations Unies, le présent rapport expose un plan pratique de réalisation des OMD. Nous soulignons partout, dans cet ouvrage, que les technologies qui permettraient précisément d'atteindre les OMD sont déjà connues. Ce qu'il faut c'est les appliquer à l'échelle voulue. À cette fin, nos 10 recommandations principales sont présentées aux pages xiv à xvii du présent rapport. Un ensemble plus détaillé de recommandations sous-jacentes est donné en annexe. Une analyse et des recommandations plus élaborées sont recueillies dans les 14 rapports des groupes de travail thématiques qui ont contribué de façon essentielle au présent ouvrage.

Cet aperçu est dévoilé en quatre étapes. La première décrit les raisons de l'importance des OMD et les résultats très contrastés obtenus dans leur réalisation. La deuxième étape est un diagnostic des causes de cette disparité entre régions et selon les différents objectifs. La troisième présente les recommandations qui devraient être appliquées au niveau du pays, l'accent étant mis sur les processus, les investissements, les politiques et les stratégies d'augmentation d'échelle nécessaires pour réaliser les OMD. La quatrième fait une estimation des coûts et des avantages inhérents à la réalisation des OMD en montrant que des millions de vies peuvent être sauvées de cette façon, et que la vie de milliards d'hommes s'en trouverait améliorée, grâce à une augmentation substantielle mais tout à fait abordable des investissements à l'échelle mondiale.

1 Pourquoi les objectifs sont importants

Les OMD sont l'ensemble d'objectifs de réduction de la pauvreté qui réunissent l'adhésion la plus large, qui sont les plus complets et les plus spécifiques que le monde ait établis jusqu'à présent, de sorte que leur importance est multiple. Pour le système politique international, ils sont la base même de la politique de développement suivie. Pour le milliard d'hommes vivant encore dans l'extrême pauvreté, la réalisation de ces objectifs représenterait l'acquisition des moyens d'une vie productive. Pour tous les habitants de la planète, les OMD sont aussi un élément essentiel de la recherche d'un monde plus sûr et plus pacifique.

La base de la politique du développement international


Réunis pour le Sommet du Millénaire en septembre 2000, la quasi totalité des dirigeants mondiaux ont adopté pour la première fois dans l'histoire la Déclaration du Millénaire, engageant leur pays dans un partenariat mondial dont la finalité est de réduire la pauvreté, améliorer la santé, promouvoir la paix, le respect des droits de l'homme, l'égalité des sexes et la durabilité environnementale. Dix-huit mois plus tard, ces mêmes dirigeants se sont rencontrés, en mars 2002, à la Conférence internationale sur le financement du développement, à Monterrey (Mexique), établissant un cadre de référence pour le partenariat pour le développement mondial, dans lequel les pays développés et les pays en développement ont accepté de faire cause commune pour réduire la pauvreté (encadré 1). Plus tard en 2002, les États Membres des Nations Unies se sont à nouveau réunis au Sommet mondial pour le développement durable, à Johannesburg (Afrique du Sud) où ils ont réaffirmé les objectifs du Millénaire et le délai de leur réalisation.

Les moyens d'une vie productive

Plus d'un milliard d'hommes vivent dans l'extrême pauvreté; les objectifs du Millénaire pour le développement sont donc pour eux une question de vie et de

Tableau 1**Principales tendances des OMD par région**

	Afrique		Asie	
	Septentrionale	Subsaharienne	Orientale	Sud-Est
Objectif 1 Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim				
Réduire de moitié l'extrême pauvreté	en bonne voie	élevée, pas de changement	atteint	en bonne voie
Réduire la faim de moitié	élevée, pas de changement	très élevée, peu de changement	progrès, mais en retard	progrès, mais en retard
Objectif 2 Assurer l'éducation primaire pour tous				
Scolarisation primaire universelle ^a	en bonne vie	progrès, mais en retard	en bonne voie	progrès, mais en retard
Objectif 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes				
Égalité dans la scolarisation primaire	en bonne voie	progrès, mais en retard	atteint	en bonne voie
Égalité de la scolarisation secondaire atteint pas de changement notable	atteint	progrès, mais en retard	...	atteint
Égale alphabétisation des jeunes hommes et des jeunes femmes	en retard	en retard	atteint	atteint
Proportion égale de femmes dans les parlements	progrès, mais en retard	progrès, mais en retard	diminution	progrès, mais en retard
Objectif 4 Réduire la mortalité infantile				
Réduire de deux tiers la mortalité infantile	en bonne voie	très élevée, pas de changement	progrès, mais retard	en bonne voie
Vaccination contre la rougeole	atteint	faible, sans changement	...	en bonne voie
Objectif 5 Améliorer la santé maternelle				
Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle	taux modéré	taux très élevé	taux faible	taux élevé
Objectif 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies				
Enrayer ou inverser la propagation du sida	...	stable	augmentation	stable
Enrayer ou inverser la propagation du paludisme	risque faible	risque élevé	risque modéré	risque modéré
Enrayer ou inverser la propagation de la tuberculose	faible, en diminution	élevée, en augmentation	modérée, en diminution	élevée, en diminution
Objectif 7 Assurer un environnement durable				
Inverser la perte de forêts	moins de 1 % de forêts	diminution	atteint	diminution
Réduire de moitié la proportion de la population urbaine n'ayant pas l'eau potable	atteint	pas de changement	diminution de l'accès	accès large mais sans changement
Réduire de moitié la proportion des ruraux n'ayant pas l'eau potable	accès large, mais peu de changement	progrès, mais en retard	progrès, mais en retard	progrès, mais en retard
Réduire de moitié la population urbaine n'ayant pas l'assainissement	en bonne voie	accès faible, pas de changement	progrès, mais en retard	en bonne voie
Diminuer de moitié la proportion de la population rurale n'ayant pas l'assainissement	progrès, mais en retard	pas de changement	progrès, mais en retard	progrès, mais en retard
Améliorer la vie des habitants de taudis	en bonne voie	augmentation en nombre des habitants de taudis	progrès, mais en retard	en bonne voie
Objectif 8 Partenariat mondial pour le développement				
Chômage des jeunes	élevé, sans changement	élevé, sans changement	faible, en augmentation	augmentation rapide

 **Atteint ou en bonne voie**
 **Progrès, mais en retard**
 **Accès faible, pas de changement**
 **Aucune donnée**

Asie		Océanie	Amérique latine et Caraïbes	CEI	
Sud	Occidentale			Europe	Asie
en bonne voie	augmentation	...	faible, amélioration minimale	augmentation	augmentation
progrès, mais en retard	augmentation	modérée, pas de changement	en bonne voie	faible, pas de changement	augmentation
progrès, mais en retard	élevée, mais sans changement	progrès, mais en retard	en bonne voie	diminution	en bonne voie
progrès, mais en retard	progrès, mais en retard	en bonne voie	en bonne voie	atteint	en bonne voie
progrès, mais en retard	pas de changement sensible	progrès, mais en retard	en bonne voie	atteint	atteint
en retard	en retard	en retard	atteint	atteint	atteint
très faible, quelques progrès	très faible, pas de changement	progrès, mais en retard	progrès, mais en retard	progrès récents	diminution
progrès, mais en retard	modérée, pas de changement	modérée, pas de changement	en bonne voie	faible, pas de changement	augmentation
progrès, mais retard	en bonne voie	diminution	atteint	atteint	atteint
taux très élevé	taux modéré	taux élevé	taux modéré	taux faible	taux faible
augmentation	...	augmentation	stable	augmentation	augmentation
risque modéré	risque faible	risque faible	risque modéré	risque faible	risque faible
élevée, en diminution	faible, en diminution	élevée, en augmentation	faible, en diminution	modérée, en augmentation	modérée, en augmentation
faible diminution	moins de 1 % de forêts	diminution	diminution, sauf aux Caraïbes	atteint	atteint
atteint	atteint	accès large mais sans changement	atteint	atteint	atteint
en bonne voie	progrès, mais en retard	accès faible, pas de changement	progrès, mais en retard	accès large, mais changement limité	accès large, mais changement limité
en bonne voie	atteint	accès large mais sans changement	accès large mais sans changement	accès large mais sans changement	accès large mais sans changement
progrès, mais en retard	pas de changement sensible	pas de changement sensible	progrès, mais en retard	pas de changement sensible	pas de changement sensible
quelques progrès	augmentation en nombre des habitants de taudis	...	progrès, mais en retard	faible mais sans changement	faible mais sans changement
faible, en augmentation	élevé, en augmentation	faible, en augmentation	en augmentation	faible, en augmentation rapide	faible, en augmentation rapide

a. Résultats calculés à partir des taux de scolarisation, qui peuvent s'écarter des taux d'achèvement d'études primaires. Par exemple, ces derniers, en Amérique latine montrent que 8 à 10% de la population d'âge scolaire ne terminent pas l'école primaire, ce qui implique que la région est en retard dans l'universalisation de la scolarisation primaire.

Source : Division de statistique du Secrétariat des Nations Unies, DAES, 2004.

Encadré 1

Le Consensus de Monterrey, schéma de partenariat mondial

Le Consensus de Monterrey offre un schéma précieux pour l'action à entreprendre, bien qu'un grand nombre des engagements essentiels ne sont toujours pas honorés. Les six éléments principaux sont les suivants :

D'abord, une large action mondiale consacrée au développement :

“Notre objectif est d'éliminer la pauvreté, d'atteindre une croissance économique soutenue et de promouvoir le développement durable à mesure que nous progressons vers un système économique mondial véritablement ouvert à tous et équitable”.

Deuxièmement, le monde entier reconnaît la nécessité d'un nouveau partenariat entre pays riches et pays pauvres, reposant sur une bonne gouvernance et sur l'expansion du commerce et de l'aide, et sur l'allègement de la dette.

“La réalisation des objectifs du développement de la communauté internationale, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, appelle un nouveau partenariat entre les pays développés et les pays en développement. Nous nous engageons à appliquer des politiques rationnelles, à instaurer une bonne gouvernance à tous les niveaux et à assurer la primauté du droit. Nous nous engageons également à mobiliser les ressources nationales, à attirer les flux internationaux, à promouvoir le commerce international en tant que moteur du développement, à intensifier la coopération financière et technique internationale pour le développement, le financement viable de la dette et l'allègement de la dette extérieure et à renforcer la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux.”

Troisièmement, le Consensus de Monterrey a fait une distinction entre les pays en développement qui ont une infrastructure adéquate et un capital humain suffisant pour attirer les investissements privés (c'est-à-dire principalement les pays à revenu intermédiaire) et ceux qui ne peuvent toujours pas se passer de l'aide publique au développement pour mettre en place leur infrastructure et développer leur capital humain (c'est-à-dire principalement les pays à faible revenu et surtout les pays les moins avancés) :

“L'aide publique au développement (APD) joue un rôle vital en venant en complément d'autres sources de financement du développement, en particulier dans les pays qui sont le moins en mesure d'attirer des investissements directs privés. Elle peut aider un pays à parvenir à une mobilisation adéquate des ressources intérieures dans un laps de temps approprié, pendant que se développe le capital humain, les capacités de production et les exportations. L'APD peut être un facteur majeur d'amélioration des conditions dans lesquelles se déroulent des opérations du secteur privé et ouvrir ainsi la voie à une croissance vigoureuse. Elle est également un instrument indispensable pour appuyer l'éducation, la santé, le développement des infrastructures publiques, l'agriculture et le développement rural, et pour améliorer la sécurité alimentaire”.

Quatrièmement, le Consensus de Monterrey a désigné plusieurs régions où l'APD est particulièrement nécessaire si l'on veut atteindre les OMD :

“Pour un grand nombre de pays d'Afrique, de pays les moins avancés, de petits États insulaires en développement et de pays en développement sans littoral, l'APD continue de constituer l'essentiel du financement extérieur qu'ils reçoivent et revêt une importance critique pour ce qui est de la réalisation des objectifs de développement fixés dans la Déclaration du Millénaire et d'autres objectifs de développement convenus au niveau international”.

Cinquièmement, le Consensus de Monterrey a reconnu qu'il serait donc nécessaire d'augmenter considérablement l'APD et les pays donateurs se sont engagés à fournir ces ressources supplémentaires, et notamment à respecter l'objectif établi de longue date d'y consacrer 0,7 % de leur PNB :

“Nous estimons qu'une augmentation importante de l'APD et d'autres ressources sera nécessaire pour que les pays en développement puissent atteindre les objectifs de dévelop-

(suite à la page suivante)

Encadré 1
Le Consensus
de Monterrey,
schéma de
partenariat
mondial

(suite)

pement convenus au niveau international, y compris ceux qui figurent dans la Déclaration du Millénaire. Pour que l'APD reçoive davantage d'appui, nous coopérerons plus étroitement à l'amélioration des politiques et des stratégies de développement, aux niveaux national et international, afin d'accroître l'efficacité de l'aide apportée."

"À cet égard, nous invitons instamment les pays développés qui ne l'ont pas encore fait à prendre des mesures concrètes pour atteindre les objectifs consistant à consacrer 0,7 % de leur produit national brut (PNB) à l'APD en faveur des pays en développement ..."

Sixièmement, le Consensus de Monterrey constatait que le commerce international est un moteur de croissance d'importance critique, et que les pays à faible revenu ont besoin de deux types d'aide pour développer leurs échanges : un meilleur accès aux marchés des pays à revenu élevé, et des ressources financières leur permettant d'éliminer les contraintes pesant sur l'offre, par des investissements consacrés à l'infrastructure commerciale, à la technologie et aux institutions :

"Nous invitons les institutions multilatérales et bilatérales de financement du développement, en coopération avec les gouvernements intéressés et leurs institutions financières – de sorte qu'ils puissent mieux tirer parti des possibilités commerciales qui s'offrent et bien s'intégrer au système commercial multilatéral – à élargir et à coordonner leurs efforts, à l'aide de ressources complémentaires, en vue d'éliminer progressivement les contraintes qui pèsent sur l'offre, d'améliorer l'infrastructure commerciale, de diversifier les exportations et d'accroître leur contenu technologique, de renforcer le développement institutionnel et de stimuler la productivité et la compétitivité."

Avec ces six principes, le Consensus de Monterrey offre une approche équilibrée du problème de la croissance économique et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (Nations Unies, A/Conf.198/11, 2002, pars. 1, 4, 39, 41, 42 et 36). Mis en œuvre par les Nations Unies, le Projet Objectifs du Millénaire entérine ces principes équilibrés. Dans le présent rapport, nous nous appuyons sur eux pour recommander des mesures pratiques qui devraient permettre d'atteindre ces objectifs.

mort. L'extrême pauvreté peut en effet être définie comme "pauvreté mortelle" puisqu'elle prive les individus des moyens de rester en vie, aux prises avec la faim, la maladie et les menaces environnementales. Quand un individu est tombé dans la misère et n'a pas le maigre revenu nécessaire pour couvrir ses besoins quotidiens essentiels, une maladie, une sécheresse, un ravageur qui peut détruire une récolte signifient souvent la différence entre la vie et la mort. Dans les ménages tombés dans la misère, l'espérance de vie est souvent inférieure de moitié environ à ce qu'elle est dans le monde riche, 40 ans au lieu de 80. Il est courant que plus de 100 enfants sur 1 000 meurent avant l'âge de 5 ans, alors que dans le monde riche ce chiffre est inférieur à 10. Un enfant né en Afrique subsaharienne a, ce jour, une chance sur trois seulement de vivre jusqu'à 65 ans.

La réalisation des OMD est une fin en soi; en outre, pour les ménages, il s'agit aussi d'une contribution au capital humain, c'est-à-dire aux moyens de mener une vie productive, de participer à la croissance économique et à la poursuite du développement du pays. Un travailleur en bonne santé, un travailleur mieux éduqué est un travailleur plus productif. L'amélioration des équipements de distribution d'eau et d'assainissement accroît la production par tête, par

Plus d'un milliard d'hommes vivent dans l'extrême pauvreté; les OMD sont donc pour eux une question de vie et de mort

diverses filières, notamment par une réduction de la morbidité. C'est pourquoi la réalisation de plusieurs des OMD fait partie de l'accumulation du capital, défini largement, tout en étant bien entendu une finalité souhaitable en soi.

Les OMD relatifs à la diminution de la faim et de la maladie contribuent au capital humain. Ceux qui sont relatifs à l'eau et à l'assainissement et à l'amélioration des taudis concernent l'équipement. L'objectif relatif à la viabilité de l'environnement fait partie du capital humain. Le premier objectif relatif à la réduction de la pauvreté monétaire fait bien partie de la recherche de la croissance économique. Comme atteindre tous ces objectifs relatifs à la faim, l'éducation, l'égalité entre les sexes, la santé publique, est une condition essentielle de la croissance économique et du développement en général, ce serait une erreur de se borner à considérer le taux de croissance économique nécessaire pour atteindre les OMD dans un pays. Il est plus utile, en particulier dans les pays les plus pauvres qui se trouvent dans un état de stagnation économique, d'analyser l'ensemble et le volume des investissements nécessaires pour atteindre ces nombreux OMD et pour, en même temps, soutenir la croissance économique générale.

Une condition essentielle pour la sécurité mondiale

Les OMD ne reflètent pas seulement un souci de justice mondiale et de respect des droits de l'homme – ils sont d'importance essentielle pour la sécurité et la stabilité internationales et nationales, comme l'a souligné le Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement (Nations Unies, 2004). Les sociétés pauvres, souffrant de la faim, sont beaucoup plus susceptibles que les sociétés riches d'entrer en guerre pour l'obtention de ressources rares essentielles telles que l'accès à l'eau et aux terres arables – ainsi qu'aux ressources naturelles rares telles que le pétrole, les diamants et le bois. De nombreux dirigeants du monde entier, ces dernières années, ont à juste titre souligné la forte corrélation existant entre la réduction de la pauvreté et la sécurité mondiale (encadré 2). La réalisation des OMD est donc une condition essentielle du succès des efforts internationaux visant à venir à bout de la violence conflictuelle, de l'instabilité et du terrorisme. Comme le recommande le Groupe de personnalités de haut niveau, les pays qui, étant membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, aspirent à participer de près à la direction des affaires mondiales, ont donc tout spécialement la responsabilité de promouvoir la réalisation de ces OMD et d'honorer tous les engagements internationaux en matière d'aide publique au développement et d'autres formes de soutien indispensables à cette fin. Nous entérinons le critère recommandé par le Groupe de personnalités de haut niveau d'une contribution en APD de 0,7 % pour tout pays développé aspirant à devenir membre permanent du Conseil.

La pauvreté augmente en effet les risques de conflit de plusieurs façons différentes. Les pays pauvres sont plus susceptibles que d'autres d'avoir des gouvernements fragiles, ce qui fait que des rebelles potentiels peuvent plus facilement

Encadré 2

La réduction de la pauvreté et la sécurité mondiale

Sources : Abdullah II, 2004; Blair, 2004; Bush, 2002; Chirac, 2004; Koizumi, 2004; Mkapa, 2003; Obasanjo, 2004; Schröder 2001; da Silva, 2004.

Les dirigeants de beaucoup de pays ont souligné le fait que la lutte pour la sécurité mondiale – mettre fin à la guerre, à la violence interne, au terrorisme et autres profonds désordres – suppose que l'on gagne la bataille contre la pauvreté. On trouvera ici des exemples de leurs propos, qui soulignent une large convergence de vues sur ce point essentiel.

Le Roi Abdullah de Jordanie, le 23 janvier 2004

“Les gens seront d'autant plus attachés à un avenir de paix que leurs perspectives s'amélioreront. Il nous appartient de créer les conditions de la croissance économique mondiale, d'élargir l'accès à l'éducation et à la technologie et surtout de veiller à la justice, pour montrer aux jeunes que notre monde peut reposer sur l'équité, l'ouverture d'esprit et l'espoir. Les objectifs du Millénaire pour le développement doivent être renforcés au moyen de nouveaux repères pour mesurer les progrès réalisés, pour rendre le commerce international plus équitable et mieux conçu, et pour nouer de nouveaux liens à l'échelle mondiale.”

Le Premier Ministre britannique, Tony Blair, le 7 octobre 2004

“Le reste du monde ne peut pas regarder sans rien faire, ce serait désastreux, car ce qui se passe en Afrique affecte et affectera le reste de la planète. La pauvreté et l'instabilité entraînent une fragilisation des États, qui peuvent alors accueillir des terroristes et d'autres criminels.”

Le Président des États-Unis, George W. Bush, le 14 mars 2002

“Ce n'est pas la pauvreté qui cause le terrorisme, être pauvre ne fait pas de vous un meurtrier. La plupart des conspirateurs du 11 septembre avaient été élevés dans le confort. Pourtant, la persistance de la pauvreté et de l'oppression peuvent pousser au désespoir. Et quand les gouvernements sont incapables de satisfaire les besoins essentiels de leur population, ces États défaillants peuvent être un sanctuaire pour les terroristes.

“La pauvreté empêche les gouvernements de contrôler leurs frontières, d'assurer l'ordre public et l'application des lois sur leur territoire. Le développement dégage les ressources de l'espoir, de la prospérité et de la sécurité ... Un développement réussi exige également que les citoyens soient alphabétisés, en bonne santé et prêts à travailler. L'aide au développement peut aider les pays pauvres à satisfaire ces besoins d'éducation et de soins de santé.”

Le Président français, Jacques Chirac, le 26 mai 2004

“L'économie mondiale, dans son ensemble, est ralentie par le manque de développement qui condamne des régions entières à la pauvreté et à un manque apparent de perspective. C'est également une nécessité politique car la sécurité et la stabilité, dans le monde, sont menacées par les réactions des populations privées de l'exercice de leurs droits fondamentaux.”

Le Président brésilien, Lula da Silva, le 21 septembre 2004

“La marche à suivre pour parvenir à une paix durable passe par un nouvel ordre politique et économique international, qui accorde à tous les pays de vraies possibilités de développement économique et social.”

Le Premier Ministre japonais, Junichiro Koizumi, le 21 septembre 2004

“La protection et l'émancipation des hommes et des communautés est la base de la paix et de la sécurité internationales ... Il ne saurait y avoir de stabilité et de prospérité dans le monde tant que les problèmes de l'Afrique ne sont pas résolus ... La paix et la sécurité, les questions économiques essentielles sont de plus en plus liées entre elles.”

(suite à la page suivante)

Encadré 2
La réduction de la pauvreté et la sécurité mondiale
(suite)

Le Président de la Tanzanie, Benjamin Mkapa, le 11 janvier 2003

“Nous devons faire face aux situations et aux facteurs qui sont susceptibles d’engendrer le terrorisme, c’est-à-dire la pauvreté, le refus de reconnaissance, les privations, l’oppression et l’injustice,”

Le Président du Nigéria, Olusagun Obasanjo, le 23 septembre 2004

“Notre quête de paix et de sécurité mondiale restera sans succès si nous n’intensifions pas la coopération internationale pour le développement et la lutte contre la pauvreté.”

Le Chancelier allemand, Gerhard Schröder, en 2001, dans son programme d’action 2015

“La misère, l’inégalité grandissante entre les pays, mais aussi dans les pays, sont les grands problèmes de notre temps, car ils font le lit de l’instabilité et des conflits. Réduire la pauvreté dans le monde est donc une condition essentielle de la sauvegarde de la paix et de la sécurité.”

Le monde a accompli des progrès sensibles dans la réalisation de plusieurs des OMD

s’emparer de terres et de ressources essentielles. Le manque de ressources peut pousser la population à émigrer, ce qui peut entraîner des conflits entre groupes sociaux, comme on a pu l’observer au Darfour (Soudan) après une forte diminution de la pluviométrie. Faute d’autres solutions productives, les jeunes peuvent se tourner vers la violence pour satisfaire leurs besoins matériels, ou poussés par l’absence de perspective, le désespoir et la colère. Les agriculteurs pauvres qui sont privés des infrastructures essentielles et d’accès aux marchés agricoles peuvent, par désespoir, se tourner vers la production et le commerce de stupéfiants, et par exemple cultiver le pavot en Afghanistan ou la coca dans les pays andins. Les zones de taudis sont souvent contrôlées par des gangs de trafiquants de drogues, ce qui crée un cercle vicieux d’insécurité et de pauvreté. L’absence d’options économiquement viables, autres que l’activité criminelle, fait le lit du désordre – et peut même accroître le potentiel de la violence.

Des recherches montrent l’existence d’une relation causale forte entre la pauvreté ou la brusque réduction du revenu et le déclenchement d’un conflit. En moyenne, une baisse brutale de cinq points de pourcentage de la croissance économique accroît le risque de guerre civile de 50 % environ. Et le risque de conflits violents entre groupes sociaux diminue à mesure que le revenu national augmente (figure 1). Alors que les conflits violents résultent manifestement de la conjugaison de plusieurs facteurs, la pauvreté crée des conditions qui peuvent faire éclater ou entretenir un conflit. Les conséquences sont doubles : il est particulièrement important d’investir dans le développement afin de réduire les probabilités de guerre, et les stratégies de développement doivent prendre en considération leurs effets possibles sur la réduction des risques de conflit (ou leur augmentation accidentelle).

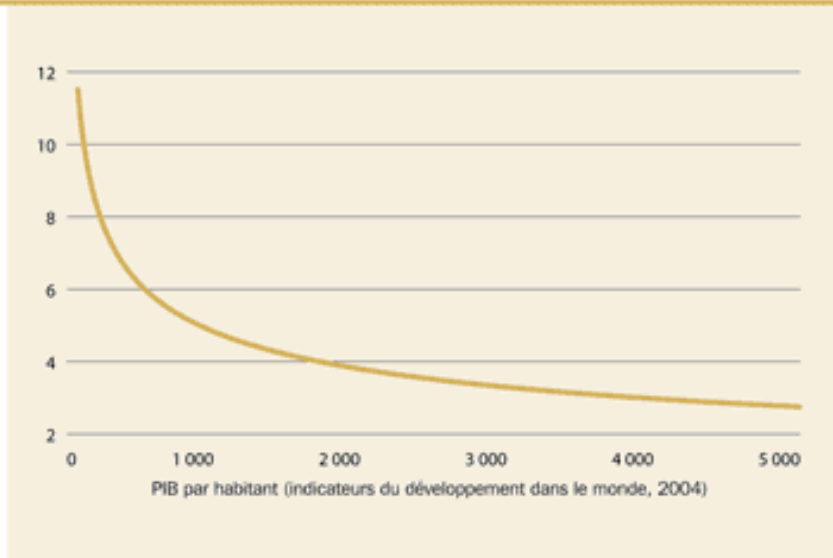
Où en sommes-nous 10 ans avant la date fixée?

Le monde a accompli des progrès sensibles dans la réalisation de plusieurs des OMD. Entre 1990 et 2002, les revenus moyens ont augmenté d’environ 22 %

Figure 1**Corrélation négative entre le nombre de guerres civiles et le revenu national**

La figure montre la probabilité de voir éclater, dans un pays, une guerre civile dans une période de 5 ans (pourcentage)

Note : Les estimations de probabilité découlent de la corrélation entre la mesure du PIB par habitant procurée par la Banque mondiale (en dollars constants de 1985) et le début d'une guerre civile. La figure ne donne que les corrélations moyennes constatées sur l'ensemble des pays et de la période considérée, ce qui n'implique pas qu'à un revenu donné les risques de conflit soient les mêmes partout.



Source : Recherche entreprise par Macartan Humphreys (Université Columbia) à l'aide de données de la Banque mondiale sur les PIB, 2004d et sur les déclenchements de guerre civile, IIRP Oslo/Université d'Uppsala, 2004.

dans le monde. On estime que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a diminué de 130 millions¹. Les taux de mortalité infantile ont baissé de 88 pour 1 000 naissances vivantes à 70. L'espérance de vie est passée de 63 ans à près de 65 ans. La population des pays en développement ayant accès à l'eau potable a augmenté de 9 %. Et celle qui a accès à des moyens d'assainissement améliorés de 14 %.

Mais la réalisation des OMD est loin de progresser de façon uniforme, selon les pays et selon les objectifs eux-mêmes. Il y a d'énormes disparités entre pays et dans un même pays. Dans un pays, les disparités sont les plus marquées dans les zones rurales, mais la pauvreté urbaine est également très répandue, en augmentation, et les indicateurs traditionnels la sous-estiment (tableau 2).

L'Afrique subsaharienne est l'épicentre de la crise, puisqu'on y observe une insécurité alimentaire continue, un accroissement de l'extrême pauvreté, des taux de mortalité infantile et maternelle extrêmement élevés, et un grand nombre de personnes vivant dans les taudis (cartes 1, 2 et 3), ainsi qu'un retard assez général dans la réalisation de la plupart des OMD. L'Asie est la région où les progrès sont les plus rapides, mais même dans ce continent, des centaines de millions de personnes restent plongées dans l'extrême pauvreté, et dans les pays où la croissance est la plus rapide, certains des objectifs non monétaires ne sont pas toujours atteints. D'autres régions du monde obtiennent des résultats contrastés, notamment l'Amérique latine, les pays en transition, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, les progrès étant faibles ou nuls dans la réalisation de certains des OMD, et des inégalités persistantes compromettant la réalisation de certains autres.

Tableau 2**Population vivant au-dessous du seuil de pauvreté**

a. Les seuils de pauvreté calculés en dollars de 1993 ont été ajustés de la parité des pouvoirs d'achat

b. Chiffres calculés avec la formule : taux de pauvreté rurale \times (100 – taux d'urbanisation) / taux national de pauvreté. Il est à noter que les taux publiés sous-estiment la pauvreté urbaine.

c. Quand les données relatives à 2001 ne sont pas disponibles on a utilisé les données de l'année la plus récente.

Sources : colonnes 1 à 4 et 7 à 11: Chen et Ravallion, 2004; colonnes 5 et 6 : calculés selon les données de la Banque mondiale, 2004d

Seuil : 1,08 dollar par jour^a

	Millions		Pourcentage de la population totale		Pourcentage de pauvres vivant dans les zones rurales ^b	Pourcentage de population vivant dans les zones rurales
	1990	2001	1990	2001	2001 ^c	2001
Afrique subsaharienne	227	313	45	46	73	67
Amérique latine et Caraïbes	49	50	11	10	42	24
Asie de l'Est	472	271	30	15	80	63
Asie du Sud	462	431	41	31	77	72
Europe orientale et Asie centrale	2	17	1	4	53	37
Moyen-Orient et Afrique du Nord	6	7	2	2	63	42

Seuil : 2,15 dollars par jour^a

	Millions		Pourcentage de la population totale	
	1990	2001	1990	2001
Afrique subsaharienne	382	516	75	77
Amérique latine et Caraïbes	125	128	28	25
Asie de l'Est	1 116	865	70	47
Asie du Sud	958	1 064	86	77
Europe orientale et Asie centrale	23	93	5	20
Moyen-Orient et Afrique du Nord	51	70	21	23

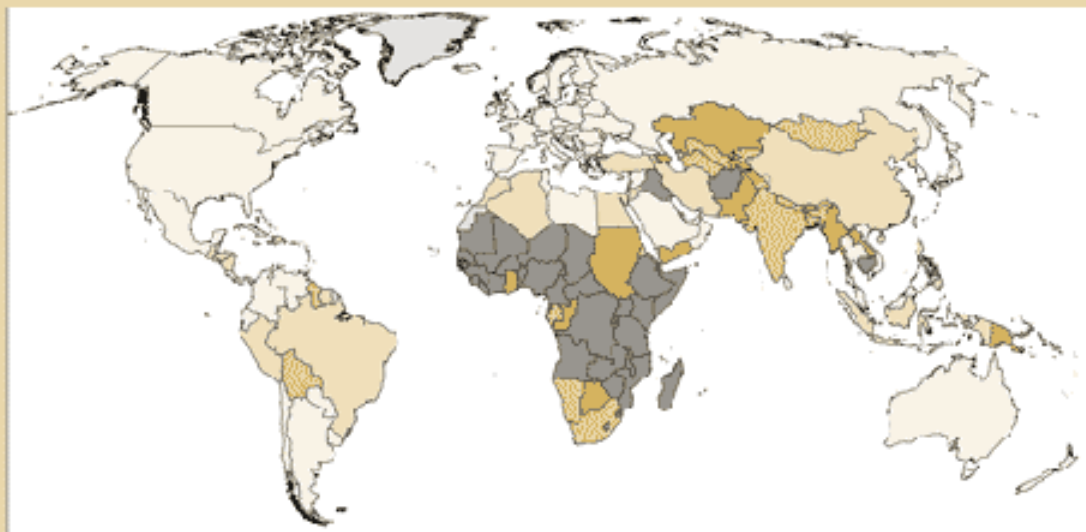
Il existe aussi d'importantes disparités dans le degré de réalisation de différents OMD :

- Le nombre et la proportion de personnes sous-alimentées diminuent dans la plupart des régions du monde. L'Asie occidentale, l'Océanie et la CEI en sont l'exception, puisque la proportion de personnes sous-alimentées y a augmenté depuis une dizaine d'années. En Afrique subsaharienne certains pays ont connu des progrès, mais en général la proportion de personnes sous-alimentées reste élevée, sans changement.
- L'enseignement primaire progresse dans la plupart des régions, mais l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud-Est sont encore sensiblement en retard par rapport à l'objectif. La plupart des enfants pauvres allant à l'école primaire, dans les pays en développement, apprennent en réalité fort peu de choses.
- L'égalité des sexes demeure un objectif qui n'est pas atteint, et la parité, dans l'enseignement, ne sera pas atteinte en 2005 dans beaucoup de pays, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.
- Les taux de mortalité infantile ont de façon générale diminué, mais les progrès ont ralenti dans beaucoup de régions du monde; une régression est constatée dans la Communauté d'États indépendants à cet égard.

Carte 1**Taux de mortalité des moins de 5 ans, 2002**

Pour 1 000 naissances vivantes

Source : Banque mondiale, 2004



Moins de 30
 30-60
 60-90
 90-120
 Plus de 120
 Aucune donnée

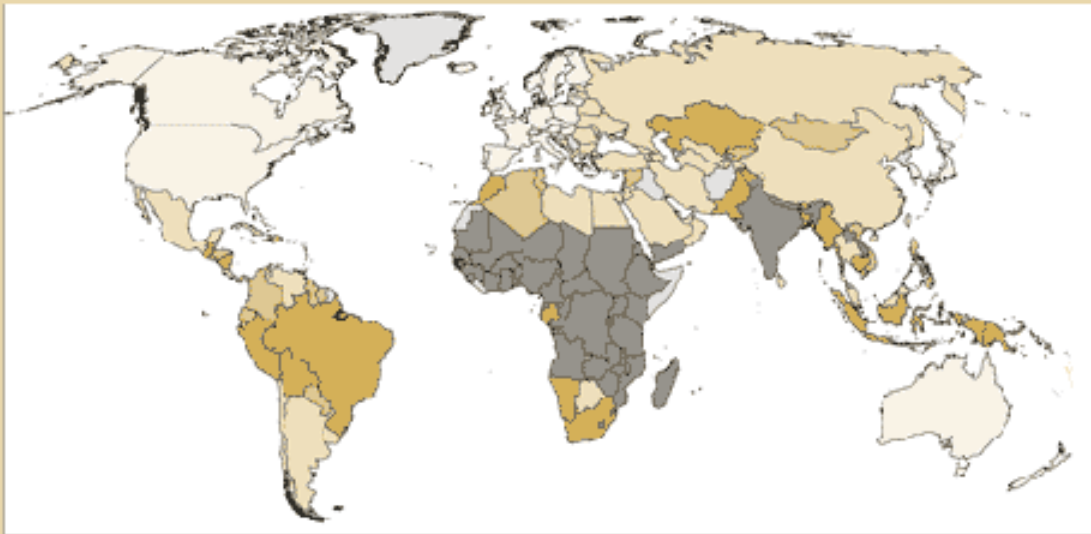
Les progrès sont également limités en Asie de l'Est, en Asie du Sud, en Asie occidentale et en Océanie, alors que le taux de mortalité infantile reste extrêmement élevé en Afrique subsaharienne (voir la carte 1).

- Les taux de mortalité maternelle restent à un niveau inacceptable dans toutes les régions en développement, ce qui reflète le faible intérêt que les pouvoirs publics portent aux besoins des femmes et l'accès inadéquat à l'information et aux services de soins de santé de la sexualité et de la procréation, en particulier aux soins obstétricaux d'urgence (carte 2).
- Le VIH/sida concerne désormais 40 millions de personnes qui sont contaminées. La maladie est à l'état de pandémie en Afrique australe et elle constitue une menace grave, en particulier pour les femmes et pour les jeunes, dans toutes les autres régions en développement. L'incidence de la tuberculose, qui demeure très élevée, augmente du fait que cette maladie est une infection opportuniste associée au sida. Le paludisme, dû à un parasite lié aux conditions d'environnement, demeure une menace pesant gravement sur la santé dans de nombreuses régions tropicales; il est à l'état de pandémie en Afrique subsaharienne.
- La part de la population ayant accès à l'eau salubre a sensiblement augmenté. La plupart des régions sont désormais en bonne voie, à l'except-

Carte 2**Taux de mortalité
maternelle, 2000**

Pour 100 000
naissances vivantes

Source : PNUD, 2004b



Moins de 20 20-100 100-200 200-500 Plus de 500 Aucune donnée

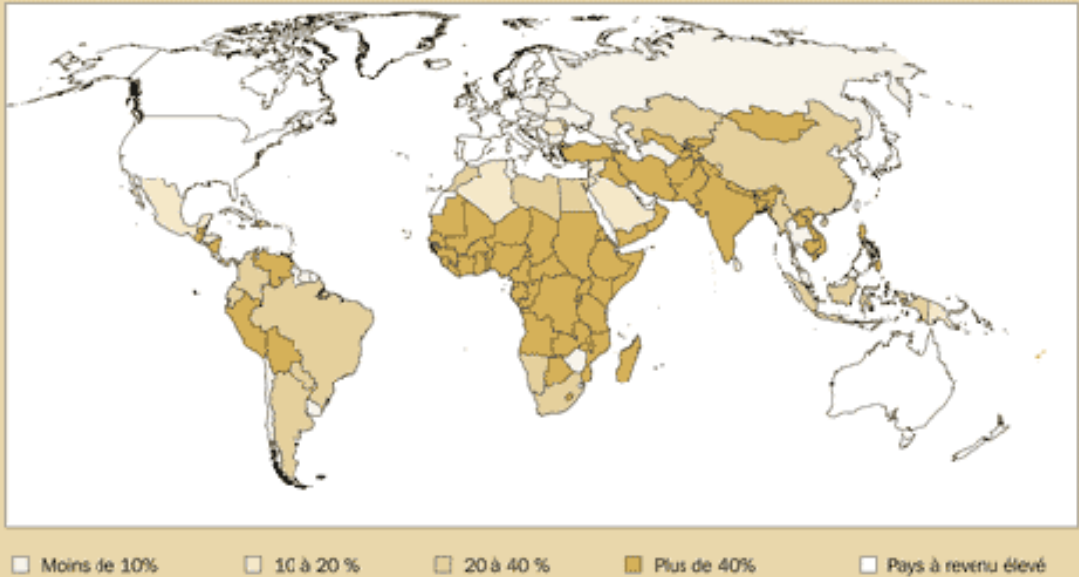
tion de l'Afrique subsaharienne et de nombreuses zones rurales de la plupart des régions.

- L'objectif qui concerne l'assainissement ne sera pas atteint. Les progrès sont trop lents en Asie du Sud comme dans une grande partie du reste de l'Asie, ainsi qu'en Afrique subsaharienne.
- Environ 900 millions de personnes vivent dans des taudis, les conditions de logement étant caractérisées par l'insécurité d'occupation, l'exiguïté des logements et le manque d'accès à l'eau potable et aux moyens d'assainissement. C'est en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud que la proportion de personnes qui habitent des taudis est la plus élevée : plus de 70 % de la population urbaine dans beaucoup de villes (carte 3). L'Asie de l'Ouest et l'Asie de l'Est (à l'exclusion de la Chine) ont enregistré une augmentation du nombre d'habitants des taudis depuis 1990, bien que la proportion en ait légèrement baissé. Le même phénomène se constate dans les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés. Dans la plupart des autres sous-régions, les progrès sont absents ou lents.

Carte 3

Proportion de la population urbaine vivant dans les taudis

Source : Habitat-ONU, 2003



- Toutes les régions en développement ont connu, au cours de la décennie passée, une très nette dégradation de l'environnement, qui ne peut que s'aggraver du fait du changement climatique mondial à long terme, causé par l'homme. De nombreux pays sont en difficulté à cet égard car leurs ressources naturelles, en particulier leurs forêts, leurs zones de pêche, les sols, l'eau, dont dépendent leur survie et leurs moyens d'existence, se dégradent progressivement et sont de plus en plus polluées. Chaque année, le déboisement concerne près de 15 millions d'hectares de forêts, généralement dans les pays en développement, ce qui accroît la prévalence des maladies à vecteur, diminue la quantité et dégrade la qualité de l'eau, multiplie les inondations, les glissements de terrain et les changements microclimatiques. Le manque de données et d'indicateurs de qualité sur l'environnement dissimule l'ampleur de la dégradation environnementale dont pâtissent la plupart des pays en développement depuis plus d'une décennie et donc le retard pris par rapport à l'objectif du respect de l'environnement.

Pourquoi les progrès accomplis sont-ils si différents?

La voie à suivre pour atteindre les OMD dans les pays à faible revenu consiste à s'assurer que chacun dispose bien des moyens essentiels de mener une vie productive. Dans l'économie mondiale actuelle, cela signifie un capital humain adéquat, l'accès aux infrastructures essentielles et l'exercice des droits politiques, sociaux et économiques fondamentaux (encadré 3).

Dans le processus de croissance économique, les objectifs du Millénaire pour le développement ont deux rôles à remplir. D'une part, ils sont des "fins en soi", puisque la réduction de la faim, l'amélioration de la santé publique et de l'éducation et l'accès à l'eau potable et aux biens d'assainissement sont des objectifs sociaux directs. D'autre part, la réalisation des OMD contribue à la croissance économique et au développement. Une fois correctement munis de capital humain, d'infrastructure et de la jouissance des droits fondamentaux dans une économie de marché, les hommes et les femmes peuvent, par leur initiative personnelle, obtenir un emploi productif et correct. Quand les infrastructures, les soins de santé et l'éducation sont largement disponibles, les pays, même pauvres, peuvent participer à la division mondiale du travail d'une façon qui encourage la croissance économique, relève les niveaux de vie et accroît la complexité technologique de l'économie.

Mais quand la population de pays entiers ne dispose pas de l'infrastructure la plus élémentaire, des services de soins les plus simples et de moyens d'éducation de base, les forces du marché, à elles seules, ne peuvent suffire à la tâche. Les ménages restent dans le piège de la pauvreté. L'économie nationale ne profite pas de la mondialisation. Sans une infrastructure et un capital humain essentiels, le pays est condamné à exporter un petit nombre de produits primaires, dégageant de faibles marges de profit, en fonction de sa dotation en ressources naturelles, au lieu d'exporter un ensemble diversifié de produits reposant sur la technologie, les qualifications et les investissements en capital. Dans pareilles circonstances, la mondialisation peut avoir des effets négatifs importants – notamment l'exode des cerveaux, la dégradation de l'environnement, la perte de la diversité biologique, la fuite des capitaux et la dégradation des termes de l'échange – au lieu de faire profiter le pays d'un apport accru d'investissements étrangers directs et des avantages du progrès technologique.

Considérons un village typique peuplé d'agriculteurs de subsistance dans un pays pauvre comme l'Afghanistan, le Bhoutan, la Bolivie, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Nicaragua ou la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le village n'a pas de routes revêtues et n'est pas desservi par des véhicules à moteur. Il n'a pas d'électricité, et ses besoins d'énergie sont satisfaits surtout par le bois, provenant de forêts secondaires et de zones boisées dont la superficie diminue. L'eau est impropre à la boisson et les latrines sont régulièrement un foyer de contamination des aliments et des réserves locales d'eau. Les enfants sont malades de diarrhée, de pneumonie ou de paludisme.

Encadré 3

Les moyens de mener une vie productive

Les principaux éléments d'un capital humain adéquat sont les suivants :

- Une bonne alimentation de base.
- Un système de soins permettant à chacun de vivre plus longtemps et en bonne santé.
- La santé de la sexualité et de la procréation.
- Le fait de savoir lire et compter et d'avoir les qualifications élémentaires qu'appellent les emplois au XXI^e siècle.
- Des connaissances techniques et suffisamment d'esprit d'entreprise pour adopter les connaissances technologiques et scientifiques existantes mais sous-utilisées nécessaires pour une compréhension nouvelle du monde.

Les services d'infrastructure essentiels sont les suivants :

- De l'eau potable et des moyens élémentaires d'assainissement.
- Un environnement naturel préservé et géré de façon durable.
- Des intrants agricoles, notamment les éléments nutritifs du sol, un apport fiable d'eau pour l'agriculture et des variétés de semences améliorées, à quoi il faut ajouter des vaccins, des produits pharmaceutiques vétérinaires et l'alimentation du bétail.
- De l'énergie, et notamment l'électricité et les combustibles sûrs pour les réchauds.
- Des routes revêtues et des services de transport sûrs et fiables, et des routes carrossables pour véhicules non motorisés.
- Des techniques informatiques modernes.

Les droits politiques, sociaux et économiques essentiels sont les suivants :

- Égalité des droits, notamment les droits à la procréation, pour les femmes et les filles.
- Protection contre la violence, en particulier pour les filles et les femmes.
- Possibilité pour chaque citoyen de participer à la vie politique, souvent par le canal d'organisations de la société civile.
- Accès égal de tous aux services publics.
- Sécurité d'occupation et droits de propriété du logement, de l'entreprise et des autres actifs productifs.

Dans les villages d'Afrique, les adultes meurent souvent du sida et de la tuberculose sans espoir de traitement. Les agriculteurs se donnent beaucoup de mal dans les champs mais parviennent à peine à produire assez d'aliments pour nourrir leur famille. Les sols sont depuis longtemps épuisés, et manquent en particulier d'azote. Les pluies sont intermittentes et il n'y a pas d'irrigation de secours.

Dans un tel milieu villageois, les femmes ploient sous une charge triple, celle des soins à donner aux enfants, aux personnes âgées et aux malades, des longues heures passées à la corvée d'eau et de bois, à la transformation et à la production des aliments, et du travail à la ferme ou dans une petite entreprise familiale où elles sont très peu rémunérées ou pas du tout. Les familles ainsi appauvries ont plus d'enfants qu'elles ne le souhaitent en raison d'un accès médiocre à l'éducation, aux moyens de contraception, aux possibilités d'emploi correctes, et à l'information et aux services sur la santé de la sexualité et de la procréation. Pour la plupart des habitants, l'éducation est perçue comme un

luxé. Et comme il n'y a pas de soins obstétricaux d'urgence, les jeunes mères meurent lors de l'accouchement, dans une proportion au moins 100 fois plus élevée que dans les pays riches.

À elles seules les forces du marché ne peuvent pas sauver le village. En fait, le marché a tendance à contourner le village, qu'il laisse pratiquement sans revenu monétaire, sans moyen facile d'en gagner, avec une productivité faible et de mauvaises liaisons avec l'économie de la région et l'économie mondiale. Le village a beaucoup de mal à survivre avec sa seule production vivrière. Sans argent pour attirer les médecins, les instituteurs et les compagnies de transport. Sans électricité ou sans accès aux combustibles modernes, il ne peut faire fonctionner de machines de transformation des aliments, de pompes d'irrigation, d'ordinateurs et de petits instruments électriques pour les petits travaux de charpenterie ou pour la coupe des vêtements. Les habitants du village n'ont pas assez d'argent pour épargner. Et comme l'infrastructure et la main-d'œuvre qualifiée font défaut, les investisseurs privés ne viennent pas. Les jeunes hommes, les jeunes femmes, en particulier ceux qui savent lire, partent pour la ville. Les plus instruits quittent le pays.

Le même enchaînement catastrophique s'applique souvent aux zones urbaines. À l'arrivée dans la ville, le migrant trouve peut-être un emploi, informel et instable, et il se trouve alors devant le problème du logement, inaccessible ou hors de prix. Il trouve alors refuge dans des installations sauvages, mal desservies, surpeuplées. Un grand nombre des plus vastes agglomérations urbaines des pays à faible revenu ne sont en fait que des villages considérablement étendus, et les villes en pleine croissance des pays à revenu moyen sont souvent très mal planifiées, de vastes quartiers étant privés d'équipement fonctionnel, d'emplois et de moyens de gestion de l'environnement.

Une génération, ou même plusieurs, de migrants venus des campagnes, venant s'ajouter à un accroissement naturel rapide de la population, explique l'hypertrophie des villes, fortement peuplées et privées de moyens élémentaires de santé publique, d'éducation, d'approvisionnement en électricité et en eau, d'assainissement, d'évacuation des déchets solides et de transport. Les habitants des zones de taudis sont pour la plupart privés de la possibilité d'exercer leurs droits politiques, sociaux et économiques. Certains taudis sont si denses que les ambulances ne peuvent y pénétrer. Des maladies comme la tuberculose se propagent avec une rapidité effrayante. Le sida est souvent endémique.

Pourtant, des mesures pratiques peuvent être prises pour inverser ces tendances catastrophiques. Les villages et les villes peuvent s'intégrer à la croissance économique mondiale s'ils sont dotés de l'infrastructure et du capital humain nécessaires. Si chaque village dispose d'une route, d'un accès à des moyens de transport, d'un petit établissement de soins, de l'électricité, de l'eau potable, d'écoles et d'autres moyens essentiels, les habitants des campagnes et des pays très pauvres montreront la même détermination et le même esprit d'entreprise que partout ailleurs dans le monde. Si chaque ville a un réseau d'électricité fia-

**Des mesures
pratiques
peuvent être
prises pour
inverser ces
tendances
catastrophiques**

ble, des télécommunications compétitives, un accès à des moyens de transport, des logements accessibles et abordables pour les pauvres, un système d'adduction d'eau et d'assainissement, et l'accès aux marchés mondiaux par des ports ou des routes modernes, les emplois et les investissements étrangers viendront – au lieu que les travailleurs instruits quittent le pays.

L'investissement consacré à l'infrastructure de base, au capital humain et à une bonne gestion des affaires publiques permet donc de réaliser plusieurs choses à la fois :

- La reconversion de l'agriculture de subsistance en agriculture commerciale
- L'établissement d'une base indispensable à la diversification des exportations et à la croissance économique
- La participation à la répartition mondiale du travail de façon productive
- La réalisation des conditions du progrès technologique et, ultérieurement, d'une économie entraînée par l'innovation

La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement est dans une large mesure liée à la réalisation d'investissements essentiels d'équipement et de capital humain qui permettront aux pauvres de rallier l'économie mondiale, tout en leur donnant les moyens d'exercer leurs droits économiques, politiques et sociaux, qui les aideront à faire le meilleur usage possible des équipements et du capital humain, quel que soit l'endroit où ils choisissent de vivre.

Quatre raisons expliquent le retard pris dans la réalisation des OMD

Il n'y a pas d'explication valable partout de l'échec ou du succès de cette entreprise. Chaque région, chaque objectif appelle une analyse minutieuse. On peut néanmoins dégager quatre raisons générales de la non-réalisation des OMD. Parfois, le problème tient à la *mauvaise gouvernance*, caractérisée par la corruption, la médiocrité des choix de politique économique et le non-respect des droits de l'homme. Parfois le problème tient au *piège de la pauvreté*, quand l'économie locale et l'économie nationale sont trop pauvres pour réaliser les investissements nécessaires. Parfois des progrès sont accomplis dans une partie du pays mais pas dans d'autres, de sorte qu'il subsiste des *poches de pauvreté*. Même quand la gestion du pays est assez bonne, il y a des domaines où *certaines politiques sont oubliées*, et cela peut avoir un effet considérable sur le bien-être des habitants. Parfois ces facteurs se conjuguent, compliquant encore la solution de certains problèmes.

Les défaillances de gouvernance

Pour qu'il y ait développement économique, il faut que les gouvernements fassent respecter la légalité, suivent une politique économique rationnelle, procèdent aux investissements publics appropriés, gèrent la fonction publique, protègent les droits de l'homme et soutiennent l'action des organisations de

**Les villages
et les villes
peuvent
s'intégrer à
la croissance
économique
mondiale s'ils
sont dotés de
l'infrastructure
et du capital
humain
nécessaires**

la société civile – et notamment les associations qui représentent les pauvres – pour qu'elles puissent participer aux grandes décisions nationales.

Le respect de la légalité suppose la sécurité de la propriété privée et des droits d'occupation, la protection contre la violence et les sévices physiques, l'honnêteté et la transparence dans les fonctions exercées par l'État et la prévisibilité du comportement des pouvoirs publics conformément à la loi. Un trop grand nombre de pays ne respectent pas ces règles élémentaires, parfois en raison du comportement de dirigeants autoritaires qui font usage de la violence et qui cèdent à la corruption pour conserver le pouvoir, et souvent aussi en raison du fait que le respect de la légalité suppose des institutions devant lesquelles les pouvoirs publics rendraient des comptes et qui sont en fait souvent inexistantes.

Les droits politiques et sociaux doivent assurer l'égalité devant la loi et l'équité sociale entre groupes sociaux. Ces droits doivent être des droits bien réels et non pas simplement formels. Les pauvres doivent avoir voix au chapitre dans tout ce qui retient sur leur existence courante. Il faut assurer aux femmes et aux filles une vie exempte d'actes de violence, de discrimination juridique, économique et sociale. Dans beaucoup d'endroits, de par le monde, certains groupes n'ont qu'un accès limité aux biens et services publics. Les groupes minoritaires, en raison de leur langue, de leur religion et de leur race, souffrent d'une discrimination exercée par des groupes plus puissants.

Une politique économique judicieuse suppose un équilibre rationnel des responsabilités entre le secteur privé et le secteur public, de façon à assurer un progrès économique soutenu et étendu. Le secteur privé est le moteur de la croissance de la production. Le secteur public établit le cadre et l'environnement propices à la croissance, en définissant la politique macroéconomique et en fournissant certains biens publics tels que l'équipement, les moyens de santé publique et d'éducation, et le soutien à l'activité scientifique et technologique.

Les investissements publics sont d'importance essentielle dans une économie de marché essentiellement privée. Pour obtenir de bons résultats économiques, un pays doit consacrer des sommes importantes aux dépenses publiques dans des domaines d'importance critique comme la santé publique, l'éducation et l'équipement (réseau de distribution d'électricité, routes, ports de mer), la gestion de l'environnement (parcs nationaux et réserves naturelles, eau et assainissement), l'information et les communications, la recherche scientifique et les terrains à bâtir qui doivent être d'un coût raisonnable.

Une administration publique comptable de son action, efficace, suppose une action transparente et est composée de fonctionnaires qui doivent être qualifiés, motivés et suffisamment payés. Cela suppose aussi des systèmes efficaces de gestion, pour assurer le versement des fonds publics et suivre les grands investissements, ainsi que des systèmes de contrôle et d'évaluation. Beaucoup de pays pauvres n'ont pas les ressources suffisantes pour verser à leurs fonctionnaires des traitements corrects – ou n'ont pas les moyens de contrecarrer les abus politiques, moyens qui permettraient d'inciter les fonctionnaires au

Pour réaliser les OMD, les gouvernements doivent travailler activement avec leurs mandants, en particulier avec les organisations de la société civile et le secteur privé

travail et d'éliminer les fonctionnaires inaptes ou corrompus – et ces pays sont incapables d'avoir un secteur public efficace, de sorte qu'il finit par y avoir un prodigieux gaspillage de ressources.

Un engagement et une participation vigoureux de la société civile à la vie publique sont d'importance essentielle, car la société civile peut mettre en avant des acteurs de qualité, assurer la pertinence des investissements publics, amener à prendre des décisions qui répondent au mieux aux besoins du peuple tels que celui-ci les perçoit, et servir d'observateurs vigilants de la conception et de l'application des politiques de l'État.

La réalisation des OMD exige que tous ces aspects de l'action de l'État soient correctement conçus. Si pauvre qu'il soit, aucun pays ne peut s'arroger le droit de maltraiter ses citoyens, de leur dénier la protection qu'offre l'égalité devant la loi, ou d'en faire des victimes de la corruption, d'une mauvaise gestion et d'une politique économique irrationnelle. Certaines améliorations de l'action de l'État ne coûteraient pas beaucoup d'argent, et même parfois rien du tout, tandis que certaines permettent même d'économiser des fonds (par le fait d'éliminer la corruption ou d'accorder la sécurité d'occupation des terres, par exemple). Certaines améliorations des résultats économiques peuvent donc être obtenues à faible coût, et de telles possibilités ne sauraient être négligées.

Pour réaliser les OMD, les gouvernements doivent travailler activement avec leurs mandants, en particulier avec les organisations de la société civile et avec le secteur privé. Les organisations de la société civile peuvent aider à définir les grandes politiques, à fournir les services, à défendre les droits de l'homme et à superviser l'action du gouvernement dans la lutte contre la corruption et la mauvaise gestion. Et le secteur privé est tout simplement le lieu privilégié de la création d'emplois et de la croissance des revenus à long terme (encadré 4).

Les pièges de la pauvreté

Beaucoup de pays pourtant bien gouvernés sont trop pauvres pour s'en sortir seuls. Beaucoup de gouvernements bien intentionnés manquent des ressources budgétaires nécessaires pour investir dans l'infrastructure, les services sociaux, la gestion de l'environnement et même l'administration publique indispensable pour améliorer la conduite des affaires publiques. En outre, des dizaines de pays pauvres très endettés ou à revenu moyen sont contraints par les pays créanciers de consacrer des proportions importantes de leurs recettes fiscales pourtant limitées au service de la dette extérieure, ce qui compromet leur aptitude à financer des investissements essentiels dans le capital humain et l'infrastructure. Les créanciers apportent d'une main une aide au développement et de l'autre retirent cette aide, consacrée au service de la dette : il y a là un aller et retour absurde et débilitant.

Le Gouvernement américain a récemment pris une initiative importante, en établissant un ensemble d'indicateurs transparents lui permettant de recenser des pays pauvres mais assez bien gouvernés, qui seraient admis à un finance-

Encadré 4

Les partenaires de la réalisation des OMD

Organisations de la société civile

Plusieurs des grandes associations comme *Action Aid*, *Bread for the World*, *Civicus*, *DATA*, *DAWN*, la *FIPF*, *Médecins sans frontières*, *InterAction*, *Oxfam*, *Results International* et *Social Watch* sont parmi les nombreuses organisations de la société civile qui mènent une action remarquable avec un grand dévouement et qui ont puissamment contribué aux progrès réalisés dans le monde en matière de développement. Et les stratégies nationales de réalisation des OMD n'aboutiront pas sans leur engagement actif et sans la participation d'autres grandes associations.

Les organisations de la société civile peuvent sensibiliser l'opinion publique et la classe politique aux objectifs poursuivis, préserver une pression constructive sur les gouvernements pour les amener à respecter leurs propres engagements. Elles peuvent contribuer à la conception de stratégies de réduction de la pauvreté basées, sur le plan national, sur les OMD, faire en sorte que les stratégies d'investissement répondent bien aux besoins de régions, de groupes et de grandes questions traditionnellement oubliées. Nombreuses sont celles qui peuvent également accomplir des tâches essentielles dans la fourniture des services publics, en particulier par une formation de personne à personne, dans des systèmes locaux, ou en mobilisant les jeunes. Dans le suivi des progrès, ces organisations peuvent jouer un rôle important comme observateurs vigilants de l'action publique, assurer la transparence des programmes d'investissement et veiller à l'obligation de rendre des comptes dans la gestion budgétaire.

Sur le plan international, les organisations de la société civile peuvent mobiliser un appui parmi les jeunes, mais aussi parmi d'autres milieux, afin d'exercer des pressions sur les dirigeants mondiaux pour les inciter à respecter leurs engagements politiques. Par leur travail sur le terrain, elles peuvent beaucoup contribuer à la propagation des pratiques optimales et du savoir technique. Et elles peuvent aider dans le domaine de la prestation de services, par exemple dans le cas des efforts humanitaires en temps de crise dans les régions les plus pauvres de notre planète.

Secteur privé

Dans la réalisation des OMD, les entreprises privées sont des partenaires de choix. La réduction de la pauvreté à long terme dans les pays en développement n'aura pas lieu en l'absence d'une croissance économique soutenue, ce qui à son tour suppose un secteur privé dynamique. Dans les pays à faible revenu, la majorité des travailleurs sont employés dans l'agriculture, de sorte qu'une des voies privilégiées de la croissance économique consiste à améliorer la productivité de l'entreprise agricole et de passer de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale. Dans les villes, il s'agit de passer de formes spontanées d'emploi à l'emploi structuré, dans des entreprises manufacturières et des services pouvant supporter la concurrence internationale.

Il faut des systèmes publics forts pour fournir le capital humain et l'infrastructure dont les entreprises ont besoin pour progresser et avoir accès aux marchés mondiaux. Le secteur privé intérieur doit concourir à la réalisation des OMD en faisant des investissements visant à accroître la productivité et créer des emplois. Dans certaines situations, il peut aussi aider dans la fourniture de services grâce à des partenariats public-privé. Le secteur privé devrait également appuyer les Objectifs en favorisant une gestion d'entreprises respectueuse de la loi, en concourant à la réalisation des OMD et en participant, avec les pouvoirs publics, à l'examen des politiques économiques.

Les grandes entreprises internationales devraient concourir à la réalisation des OMD par le mécénat d'entreprises, par exemple en offrant gratuitement des technologies suscepti-

(suite à la page suivante)

Encadré 4
Les partenaires
de la réalisation
des OMD
(suite)

bles de sauver des vies, ou encore par une tarification différentielle susceptible d'aider les pauvres à accéder plus facilement aux technologies nécessaires. Lorsqu'elles investissent dans un pays en développement, les sociétés multinationales devraient se comporter de manière responsable et respectueuse de la loi. Pour démontrer leur sens des responsabilités sociales, nous recommandons que les grandes entreprises internationales, en particulier celles qui souhaitent adhérer au Pacte mondial des Nations Unies, fassent connaître leur contribution, en faisant figurer dans leurs rapports financiers annuels une liste récapitulative de leurs contributions à la réalisation des OMD.

ment au titre d'un nouveau compte, le Compte du défi du millénaire. Parmi ces 30 pays figurent la Bolivie, le Ghana, le Mali et le Mozambique par exemple. En dépit d'efforts importants et de progrès réels, ces pays, comme beaucoup d'autres, passent bien le test de la gouvernance mais ne peuvent progresser suffisamment vers la réalisation des OMD.

Les raisons en sont claires. Ces pays manquent d'équipement de base, de capital humain, de moyens d'administration publique – les bases mêmes du développement économique et de la croissance entraînés par le secteur privé. Faute de routes, d'engrais, d'électricité, de combustibles pour la cuisson, de petits établissements de soins, d'écoles et de logements adéquats et abordables, les habitants du pays souffrent de la faim de façon chronique, sont fréquemment malades, et incapables d'épargner. Faute de traitements adéquats dans le secteur public et de moyens informatiques, la gestion des affaires publiques est chroniquement fragilisée. Ces pays ne peuvent attirer les investissements privés ou conserver leurs travailleurs qualifiés.

Les OMD offrent un cadre solide pour déterminer quels investissements doivent être réalisés. Ils montrent quels doivent être les objectifs de l'investissement public – canalisations d'eau, moyens d'assainissement, amélioration des taudis, moyens d'éducation et de santé, gestion de l'environnement, équipement de base – et qui sont susceptibles de réduire la pauvreté monétaire et les inégalités entre les sexes, d'améliorer le capital humain et de protéger l'environnement. En réalisant les OMD, les pays pauvres pourront se doter d'une infrastructure et d'un capital humain adéquats qui leur permettront de sortir enfin du piège de la pauvreté.

Rompre le piège de la pauvreté. Quand le stock de capital d'un pays (c'est-à-dire son capital physique, naturel et humain) est faible, l'économie reste improductive. Les ménages sont appauvris et l'environnement se dégrade. Cela conduit à plusieurs problèmes :

- *Faiblesse des taux d'épargne.* Les ménages pauvres utilisent tout leur revenu pour survivre et ne peuvent donc épargner pour l'avenir. Ceux, peu nombreux, qui peuvent épargner un peu n'ont que rarement accès à des services bancaires modernes.

Les OMD offrent un cadre solide pour déterminer quels investissements doivent être réalisés

- *Faiblesse des recettes fiscales.* Les gouvernements n'ont pas les ressources budgétaires suffisantes pour réaliser les investissements publics et améliorer la fonction publique en utilisant des gestionnaires qualifiés et des moyens informatiques modernes.
- *Faiblesse de l'investissement étranger.* Les investisseurs étrangers se détournent des pays privés d'infrastructure de base – les pays où le réseau routier, les ports, les systèmes de communication et les réseaux électriques fonctionnent mal, rendant leurs services coûteux.
- *Conflits violents.* La rareté des ressources peut souvent aviver les tensions latentes entre groupes concurrents.
- *Exode des compétences.* Les travailleurs qualifiés quittent le pays car les salaires sont trop bas et les perspectives d'avenir trop médiocres.
- *Naissances imprévues ou mal planifiées et accroissement rapide de la population.* Les habitants paupérisés des zones rurales ont les taux de fécondité les plus élevés et les familles les plus nombreuses. L'accroissement rapide de la population et la diminution progressive de la taille des exploitations agricoles aggravent la pauvreté en milieu rural. Les ruraux et les citadins pauvres ont un accès très limité à l'information et aux services qui leur permettraient d'espacer les grossesses et de limiter les naissances en fonction de leurs préférences.
- *Dégradation de l'environnement.* Les groupes vivant dans la pauvreté n'ont pas les moyens d'investir dans la protection de l'environnement et n'ont pas le pouvoir politique de limiter les dommages infligés aux ressources locales, ce qui s'est traduit par un appauvrissement des sols, le déboisement, une surexploitation des pêches et d'autres atteintes à l'environnement. Ces conditions dégradées compromettent la formation des revenus en milieu rural et contribuent aux mauvaises conditions de santé, à l'exode rural et à l'installation de nouveaux venus dans les zones périurbaines dont l'environnement est déjà fragile.

Tous ces facteurs négatifs renforcent et amplifient la pauvreté. Faute d'épargne privée, d'investissements publics et d'investissements étrangers, la productivité n'augmente pas. Avec l'exode des compétences, l'accroissement de la population, la dégradation de l'environnement et les risques courants de violence, la situation ne fait qu'empirer.

La solution, pour rompre le piège de la pauvreté, est d'accroître le stock de capital de l'économie, à un point où l'enchaînement de facteurs négatifs s'interrompt et où une croissance économique autoentretenu peut prendre la relève. Il faut pour cela un "coup de collier", c'est-à-dire des investissements importants à réaliser entre actuellement et 2015 dans l'administration publique, le capital humain (alimentation, santé et éducation) et les infrastructures essentielles (le réseau routier, le réseau électrique, les ports, l'eau et l'assainissement, l'obtention de terrains pour la construction de logements à bon marché, une bonne gestion de l'environnement).

**Pour rompre
le piège de la
pauvreté il faut
accroître le
stock de capital
de l'économie**

Ce processus pourrait être soutenu par une réduction volontaire de la fécondité, qui permet d'accroître les investissements consacrés à la santé, à l'alimentation et à l'éducation de chaque enfant. Nous sommes donc vivement favorables aux programmes qui visent la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation, et notamment la planification familiale volontaire. Ces facteurs, d'importance critique pour l'avènement d'une croissance économique soutenue et pour la réduction de la pauvreté, peuvent aider les pays à atteindre les OMD, les libérant du piège de la pauvreté et de leur dépendance à l'égard de l'aide.

La situation géographique du pays rend parfois plus probable le piège de la pauvreté. Certains pays, certaines régions sont plus vulnérables que d'autres au risque de tomber dans le piège de la pauvreté. Alors qu'une histoire faite de violence, de colonialisme ou de mauvais gouvernement peut expliquer qu'un pays ne se soit pas doté de l'infrastructure élémentaire et n'ait pas le capital humain nécessaire, la géographie physique joue parfois contre certaines régions. Certaines régions, en effet, ont plus besoin d'infrastructure élémentaire que d'autres, simplement pour compenser les handicaps dus à leur situation géographique. Certains de ces obstacles, qui doivent être compensés par des investissements, sont les suivants :

Difficultés de transport :

- Pays sans littoral.
- Petits pays insulaires, éloignés des grands marchés.
- Une population éloignée des côtes et des fleuves navigables.
- Une forte proportion de la population vivant dans les montagnes.
- L'éloignement des grands marchés mondiaux.
- La très faible densité de la population.

Conditions agroclimatiques défavorables :

- Faiblesse et instabilité de la pluviométrie.
- Manque de conditions se prêtant à l'irrigation.
- Pauvreté ou épuisement des sols.
- Vulnérabilité aux ravageurs et risques de perte après récolte.
- Susceptibilité aux effets des changements climatiques.

Conditions sanitaires défavorables :

- Forte vulnérabilité écologique au paludisme et aux autres maladies tropicales.
- Forte prévalence du sida.

Autres conditions défavorables :

- Manque de ressources énergétiques intérieures (combustibles fossiles, potentiel géothermique ou hydroélectrique).
- Exiguïté du marché intérieur et absence d'intégration régionale.
- Vulnérabilité aux risques naturels (tempêtes tropicales, séismes, éruptions volcaniques).

La vulnérabilité géographique peut et doit être compensée par des investissements consacrés aux infrastructures, à l'agriculture et à la santé publique

- Frontières artificielles, qui traversent des groupes culturels ou ethniques.
- Proximité de pays en guerre.

L'Afrique subsaharienne est particulièrement défavorisée sur le plan géographique (tableau 3 et carte 4). L'Afrique vient au premier rang (avec l'Asie du Sud) pour le risque agricole, au premier rang pour le risque relatif au transport et, de loin, pour le risque relatif au paludisme. L'Afrique est également exceptionnellement vulnérable à la sécheresse. La forte vulnérabilité humaine, en 1980, est inversement liée à la croissance économique entre 1980 et 2000.

La vulnérabilité de l'Afrique est très forte mais elle n'est pas insurmontable. En fait, notre message est que la vulnérabilité géographique peut et doit être compensée par des investissements consacrés aux infrastructures, à l'agriculture et à la santé publique. Les pays qui sont éloignés des grands marchés peuvent en être rapprochés par des investissements adéquats dans le réseau routier et ferré. Les pays où les sols sont épuisés ou qui n'ont pas assez de pluies peuvent remédier à ces inconvénients par des mesures particulières de refertilisation des sols et de gestion des eaux à usage agricole (irrigation et collecte des eaux). Les pays souffrant du paludisme et d'autres maladies endémiques peuvent lutter contre ces maladies par des mesures de prévention et de contrôle. Pourtant ces investissements sont coûteux – trop coûteux pour les pays les plus pauvres qui ne peuvent y pourvoir seuls – et il faut donc augmenter l'aide fournie par les pays donateurs.

Les poches de pauvreté

La plupart des pays connaissent une disparité considérable des revenus des ménages, de sorte que même des pays à revenu moyen peuvent compter de très nombreux ménages extrêmement pauvres. Cela est vrai en particulier des grands pays caractérisés par une diversité régionale et ethnique considérable. Le développement économique laisse souvent à la traîne certaines parties d'un pays ou certains groupes sociaux. Cela est le cas à la fois dans des régions en retard et dans des grandes agglomérations, où se concentre souvent une forte proportion de pauvres vivant dans les taudis. Dans beaucoup de pays il y a des villes dans les villes – les nantis côtoient alors les indigents. Dans beaucoup de cas, les handicaps géographiques (éloignement des marchés) sont encore aggravés par le fait que les minorités ne peuvent participer à la vie politique du pays.

La principale implication, pour le choix des politiques dans les pays à revenu moyen, est qu'il faut s'assurer que les investissements indispensables consacrés aux infrastructures, au capital humain et à l'amélioration de l'administration publique, aillent bien aux régions en retard, aux quartiers de taudis et aux groupes sociaux exclus du processus politique et de l'activité économique. Il est bien connu que certaines régions sont en retard :

- L'ouest de la Chine, handicapé par l'éloignement des côtes orientales.

Tableau 3
Risque lié à l'agriculture, à la localisation et au paludisme, par région

	Risque lié à l'agriculture ^a	Risque lié à la localisation ^b	Risque lié au paludisme ^c	Indice de vulnérabilité humaine ^d
Afrique subsaharienne tropicale	0,86	0,52	0,42	0,60
Amérique du Nord	0,51	0,23	0,00	0,25
Amérique latine et Caraïbes	0,76	0,36	0,03	0,39
Asie centrale	0,31	0,41	0,00	0,24
Asie de l'Est et Pacifique	0,68	0,27	0,04	0,33
Asie du Sud	0,86	0,26	0,02	0,38
Europe	0,38	0,27	0,00	0,22
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0,71	0,36	0,02	0,36

Note : Tous les indices se situent entre 0 et 1 et indiquent un risque croissant. Moyenne par pays, pondération par la population.

a. Risque lié à l'agriculture est considéré comme égal à la moyenne des indices situés entre 0 et 1, de la proportion de terres arables irriguées en 1980, de l'utilisation d'engrais par habitant en 1980 et de la population vivant dans une zone écologique subhumide.

b. Risque lié à la localisation : il est considéré comme égal à la moyenne des indices situés entre 0 et 1, de la proportion de la population vivant près d'une côte,

de la proportion de la population vivant dans des zones faiblement peuplées, de la population vivant à 800 mètres d'altitude environ, et de la longueur de routes revêtues par habitant en 1990 (premières données disponibles).

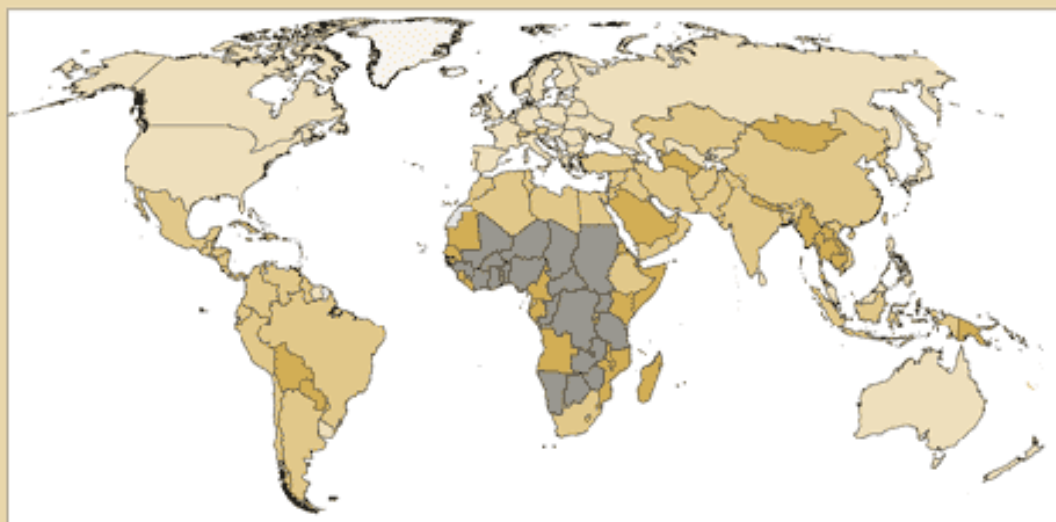
c. Risque lié au paludisme : indice, situé entre 0 et 1, de l'écologie paludéenne.

d. La moyenne des risques liés à la localisation et au paludisme.

Source : Calculé d'après des chiffres de la Banque mondiale (2004), du CIESIN (2002) et emprunté à Kiszewski et al. (2004)

Carte 4
Indice de vulnérabilité humaine en 1980
1 : risque le plus élevé

Source : d'après des données de la Banque mondiale (2004d), du CIESIN (2002) et de Kiszewski et al. (2004)



Moins de 0,15 0,15-0,30 0,30-0,45 0,45-0,60 0,60-1,00 Aucune donnée

- Le sud du Mexique, accablé par les maladies tropicales, les risques agromomiques, l'éloignement du marché américain et l'aliénation politique des paysans autochtones.
- Le nord-est du Brésil, qui ploie sous la vulnérabilité à la sécheresse et sous les effets d'une longue histoire de très fortes concentrations de la propriété foncière.
- En Inde, les États gangétiques, qui souffrent d'une agriculture faiblement productive et de l'éloignement du commerce côtier.

Les domaines négligés par les politiques.

Certains objectifs ne sont pas atteints simplement parce que les hommes politiques ignorent les problèmes, ne savent que faire, ou négligent les grandes questions publiques. La politique de l'environnement, par exemple, est grossièrement négligée car le Ministère de l'environnement a peu de poids politique; la loi mal appliquée et l'information considérablement déficiente le mettent dans l'incapacité d'agir. De même, il n'est pas rare que l'investissement public et les politiques sociales et économiques oublient complètement la question de la parité entre les sexes. Dans l'ensemble du monde en développement et même dans les pays à revenu moyen, les taux de mortalité maternelle demeurent effrayants. Pourtant, contre la mortalité et la morbidité maternelle élevées il existe un remède majeur : l'accès aux soins obstétricaux d'urgence. En dépit des possibilités de sauver des vies de cette façon, ce type de service et les systèmes de soins souffrent d'un grave sous-investissement. Les adolescents, de même, sont largement sous-desservis pour ce qui est des moyens de se défendre dans la vie, de l'information nutritionnelle, de l'éducation, des possibilités d'emploi et de l'information et des services en matière de santé de la sexualité et de la procréation. Les investissements en matière de santé infantile et néonatale sont aussi très loin d'être suffisants. Tous ces domaines négligés peuvent être abordés en renforçant la gestion et la fourniture des services de systèmes de soins au niveau des districts.

2 Processus en vue d'une réalisation des OMD au niveau du pays

Pour permettre à tous les pays d'atteindre les OMD, la communauté mondiale doit traiter ceux-ci non pas comme des ambitions abstraites mais comme des objectifs pratiques. Les étapes pratiques à franchir pour réaliser les OMD dans chaque pays peuvent et doivent être déterminées, les moyens de les atteindre planifiés et appliqués par des mesures précises et bien ciblées, allant de pair avec un soutien suffisant de la communauté internationale. Un grand nombre de pays en développement assez bien gouvernés sont sur le point de faire des progrès spectaculaires dès 2005 – pour autant que les partenaires de développement de ces pays honorent les promesses faites de longue date d'accroître l'aide accordée.